

*Veillez noter que ce document a été traduit de la version originale par traduction automatique. En cas de divergences, la version anglaise prévaut.*

*Please note that this document has been translated from the original version by automatic translation. In case of divergencies, the English version prevails.*

Bruxelles, le 14 avril 2021

## **Déclaration du Comité exécutif de l'ETF**

### **Dialogue social dans le secteur roumain des transports**

**Le Comité exécutif de la Fédération européenne des travailleurs des transports (ETF) condamne le refus du gouvernement roumain d'engager un dialogue social, ainsi que l'atmosphère intimidante que le gouvernement a créée pour les syndicats des transports.**

Depuis le début de 2021, l'ETF reçoit des informations actualisées sur la détérioration du dialogue social en Roumanie. Un cas particulier concerne la société de métro de Bucarest, dont le seul propriétaire est l'État roumain. Le syndicat en place, l'USLM, a lutté pour discuter avec le gouvernement des licenciements et des réductions de salaire annoncés par l'entreprise sans consultation préalable. Bien qu'il semble maintenant y avoir un accord pour sauver des emplois, nous avons été informés des menaces de poursuites judiciaires contre les travailleurs qui ont décidé de protester contre les nouvelles mesures.

De plus, le gouvernement n'a pas consulté les syndicats au sujet du plan national de redressement et de résilience post-COVID. Au contraire, le gouvernement a tenté de discréditer les dirigeants syndicaux en lançant des attaques personnelles.

Refuser aux syndicats le droit à un dialogue structuré sur les conditions de travail des travailleurs de première ligne est inacceptable. Elle va à l'encontre des droits de l'homme les plus fondamentaux qui figurent, par exemple, dans le pilier européen des droits sociaux. Les travailleurs métropolitains de Bucarest s'acquittent de leurs fonctions malgré la pandémie COVID-19 et malgré des problèmes de santé et de sécurité de longue date sur leur lieu de travail. Ils garantissent un service essentiel pour faire de Bucarest une ville plus vivable et méritent des conditions de travail adéquates.

En outre, les actions du gouvernement roumain ne sont pas conformes au pacte vert européen. Bien que le métro de Bucarest ait bénéficié au cours de la dernière décennie de plusieurs projets d'expansion, soutenus par des fonds de l'UE, le mépris

de l'entreprise pour les conditions de travail ou un effectif suffisant va à l'encontre de la viabilité à long terme de ces projets.

**Le Comité exécutif de l'ETF appelle le gouvernement roumain à mettre un terme à ses attaques contre le mouvement syndical et à relancer le dialogue social. La participation des partenaires sociaux au processus d'élaboration des politiques est essentielle pour garantir l'équité sociale et constitue la base du modèle social européen.**

**European Transport Workers' Federation | Galerie Agora, Rue du Marché aux Herbes 105, BTE 11, B-1000 Brussels**

**+32 2 285 46 60 | [etf@etf-europe.org](mailto:etf@etf-europe.org) | [etf-europe.org](http://etf-europe.org)**

**Frank Moreels, President | Livia Spera, Acting General Secretary | Ekaterina Yordanova - Jan Villadsen, Vice Presidents**